

LES POLYTECHNICIENS

DANS L'HISTOIRE DE FRANCE

Jean DEBAY (promo 31)

X RESISTANCE

5, RUE DU HAMEAU
92190 MEUDON

120496

accord avec lui, le changement de régime qui allait faire l'objet du Coup d'Etat du 18 Brumaire et conduire, aux termes de la constitution de l'An VIII à l'avènement du Consulat.

Nommé Premier Consul par les Conseils des Anciens et des Cinq Cents réunis en session extraordinaire, BONAPARTE prenait comme Ministre de l'Intérieur l'illustre mathématicien LAPLACE. Celui-ci avait été son examinateur à l'Ecole d'artillerie, il venait de publier son "Exposition du système du Monde" et, ami de BERTHOLLET et de ses collègues d'Arcueil, il connaissait bien Polytechnique et s'empressait de mettre au point un projet de loi qui allait être adopté le 25 Frimaire An VIII. Il n'était plus question dans ce texte de certificat de civisme, mais les titres de guerre permettaient de porter à 26 ans la limite d'âge de l'admission ; tous les candidats étaient tenus de faire connaître à ce moment les corps auxquels ils souhaitaient se destiner ; les résultats de l'examen de sortie leur apprendraient s'ils y étaient reçus, compte tenu d'un classement par ordre de mérite établi dans chaque corps. La durée des études serait fonction de l'arme ou du service choisi ; la première année serait consacrée aux études théoriques ; la ou les suivantes à une orientation vers les applications pratiques. Un conseil de perfectionnement assurerait le contact avec les généraux commandant les armes savantes et les directeurs des Services d'Etat intéressés ; trois membres de l'Institut y siègeraient ; ce Conseil serait chargé de régler tous les problèmes concernant l'Instruction, les Programmes et les rapports avec les Ecoles d'application.

Cette réorganisation, génératrice d'une véritable renaissance, allait s'opérer à une époque favorable. Le Premier Consul, s'appuyant sur la Constitution ratifiée par trois millions de "oui" contre seulement 1.500 "non", rétablissait la paix civile et la paix religieuse. Il autorisait la rentrée en France des condamnés

ayant passé la frontière le 5 janvier 43, en compagnie d'un camarade de la promotion 38, SCIAMA, rencontré par hasard, accomplit l'exploit d'arriver à Barcelone en moins de cinq jours de marche sur la grande route sans se faire prendre ; il se rendit à une adresse indiquée où on l'aida à trouver asile. Faisant jouer ses relations de famille auprès du Consulat Britannique, il devait le premier partir pour Londres le 15 mars en passant par Gibraltar. L'équipe de quatre qui l'avait suivi, n'ayant pas non plus été arrêtée, parvint par des chemins dérobés, à réaliser, moins vite, les cinq étapes au bout desquelles elle eut la chance d'être accueillie par un ancien polytechnicien de la promotion 1899, VERNIS, Agent général d'Assurances, installé dans les beaux quartiers de la ville. Ce groupe comprenait un des majors de la promo 41, Jean AUDIBERT qui, la veille de son évvasion, passant une "colle", avait obtenu une excellente note en trouvant une solution originale du problème que lui posait son examinateur, et un ancien candidat caissier, Abel THOMAS, entouré de ses "électrons" GOURIO et PERINEAU. Les trois suivants (DAUBOS, ROUGÉ et un numéro bis, BRAUER) passant à travers champs en se guidant à la boussole, avaient marché six jours avant de tomber entre les mains des carabiniers et d'être internés à Gérone. Libérés un mois plus tard grâce à l'intervention d'amis français, ils rejoignirent les quatre autres. Se disant âgés de moins de dix-sept ans, ils furent tous finalement admis à jouir sur place d'une totale liberté, sans cependant être autorisés à poursuivre leur voyage. Dans cette attente ils ne restèrent pas inactifs. AUDIBERT et THOMAS, recrutés par le Consul Général de France CASTÉLAN, furent chargés d'abord de recevoir la foule de clandestins présents à Barcelone et, après enquête, de les cautionner auprès de la Police espagnole pour régulariser leur situation ; ils recensèrent ensuite ceux qui dans les prisons avaient reconnu être de nationalité française, et négocièrent leur libération et leur mise en liberté surveillée. DAUBOS qui

parlait le catalan, avait mission de leur trouver un gîte. Ces opérations, servant de préludes à des départs, ne répondaient pas aux directives vichystes de notre ambassade ; elles se poursuivirent néanmoins sous l'égide de la Croix Rouge Internationale lorsque CASTÉLAN fut désavoué. Ses collaborateurs, aidés de nos camarades, furent alors les organisateurs de la mise en route des évadés vers le Portugal où ils allaient être embarqués pour l'Afrique du Nord. A la gare de Barcelone les trois derniers fugitifs de la promotion 41, BRUNSCHWIG et BERTAUX, cadavres de la 39, et HALPERN de la 40, rejoignaient les autres, venant de Caldas de Malavella où ils avaient été transférés de la prison de Gérone. En provenance de Madrid, arrivaient aussi HERTZ et le capitaine TROCMÉ (promo 1931), ancien cadre de l'Ecole, qui en avait démissionné en novembre 42. Arrivés au Maroc, les onze évadés de la 41 furent, à leur grande surprise, l'objet de pressions pour opter entre les unités en cours de formation du Général GIRAUD et celles du Général de GAULLE. Ils se partagèrent entre les deux camps, essentiellement préoccupés d'être le plus tôt possible engagés dans la guerre de libération. Ceux qui, rejoignant MANTOUX, rallièrent de GAULLE, furent parmi les derniers à avoir le label de la France Libre. Ils firent passer à la B.B.C. un message destiné à apprendre aux initiés l'heureux aboutissement de leur fugue, rédigé sous une forme compréhensible par tous les polytechniciens : "Les rayons X ont traversé la matière". Très peu de ces derniers destinataires y prêtèrent attention. La promotion 41 avait quitté la région lyonnaise et achevait ses études rue DESCARTES. Ce déménagement était le fruit des négociations avec les autorités allemandes, de BERTHELOT, relayé par BICHELONNE qui, comme son prédécesseur, avait tenu compte de l'avis formulé par le Président de l'Association des Amis de l'X, SUQUET. Celui-ci estimait qu'après l'envahissement de la zone sud, "les motifs justifiant le repli à Lyon, disparaissaient". En écrivant ces mots, il semblait ignorer que

l'occupation de la zone libre n'avait tout de même pas eu pour effet d'y étendre la législation que les nazis avaient indûment promulguée en deçà de la ligne de démarcation. Si l'Ecole était restée à Lyon, les élèves juifs de la 41 auraient pu y finir leurs études en se classant à la sortie en numéros bis, comme prévu. A Paris, ils ne bénéficiaient plus de cette tolérance : ils étaient exclus et renvoyés dans leurs familles avec les très graves risques que cela comportait. Par commisération, on allait leur adresser les cours par correspondance et leur faire passer les examens généraux dans la ville qu'avaient quittée leurs camarades. Ces derniers étaient autorisés à sortir en grand uniforme avec leurs épées sans avoir à saluer les officiers allemands qu'ils rencontraient. Ce pouvait être une satisfaction pour ceux qui autrefois avaient voulu continuer à porter cette tenue en un lieu où ils ne risquaient pas de faire des rencontres de cette nature ; maintenant, même sans obligation de saluer, c'était une humiliation. Il semble qu'ils le comprirent et préférèrent se mettre en civil. C'est dans ce sens, d'ailleurs, que l'Ecole avait évolué avec le remplacement à sa tête d'un Gouverneur ancien militaire par un Ingénieur des Ponts et Chaussées. Son retour à Paris avait, en tout cas, mis fin aux évasions "en cours d'études". A ceux que tentait encore cette aventure, il paraissait plus raisonnable d'attendre pour mettre leur projet à exécution, d'être nantis du diplôme de sortie. C'est ce que plusieurs firent : deux d'entre eux, COURDIL et PORTES, arrêtés à la frontière, devaient mourir en déportation.

Le séjour à Lyon avait permis à plusieurs élèves des promotions intéressées de s'affilier à la Résistance et d'y jouer un rôle important. Ce fut le cas de BOLLIER et de Jean Guy BERNARD, de la promo 38, de Serge RAVANEL de la 39. Comme allaient le faire les Evadés par l'Espagne de la 41, ils n'attendirent pas la fin de leurs études pour franchir le pas de la clandestinité. Reçu en

même temps second à Normale Supérieure, BOLLIER avait préféré entrer quatrième à Polytechnique. En septembre 1939, blessé dans l'Artillerie, il était tombé aux mains des Allemands qu'il avait persuadés de le libérer pour lui permettre de rejoindre Villeurbanne. Il avait alors émerveillé ses professeurs et ses camarades par ses dons exceptionnels, sans leur révéler toutes ses activités. Dès ce moment il se consacrait, sous l'égide d'Henri FRENAY et le pseudonyme de VELIN, à la rédaction et à la diffusion de "Combat", et montait l'imprimerie d'où allaient sortir à grand tirage non seulement ce journal, mais aussi d'autres publications clandestines. Partisan de "l'Action immédiate", il se lançait également dans la conduite de Groupes francs à la tête desquels, à la fin de l'année 1942, il libérait de l'Asile de Bron où elle était internée, l'animatrice de "Combat", Berthie ALBRECHT. Arrêté lui-même en Mars 1944, il réussissait sa propre évasion, la veille du jour prévu pour son exécution. Cette évasion devait être de courte durée : assiégé dans sa nouvelle demeure par un groupe de miliciens, il était tué par l'un d'eux en tentant de leur échapper. Jean Guy BERNARD, ayant après sa première année, choisi l'Aviation, n'avait pas achevé sa formation en temps voulu pour être engagé en Mai-Juin 1940, mais en cours de seconde année, en 1941, il rejoignait lui aussi FRENAY, sous le pseudonyme de THELIS, et lorsqu'à la fin de 1942, "Combat" fusionnait avec l'Armée Secrète, il était chargé de l'organisation des Régions. En 1943, il faisait partie des protestataires qui, s'appuyant sur les "Mouvements Unis de Résistance", critiquaient le "Comité Général d'Etude", uniquement composé de professeurs de Droit, en exigeant que leur soient adjoints des représentants des Partis politiques et de la Résistance. Au titre de celle-ci, ayant été l'un des créateurs du "Noyautage des Administrations Publiques" (N.A.P.) en Zone Sud, il en négociait l'extension au Nord, et en particulier la fusion de "NAP. Fer Sud" avec le Groupe "Résistance Fer" de Louis ARMAND (promo

1924). Responsable de la Traction sud-est de la S.N.C.F., ARMAND, contacté par DEWAVRIN, fournissait déjà de précieux renseignements au B.C.R.A. Son association avec BERNARD avait pour objet le sabotage des transports ferroviaires de l'Occupant. Elle se traduisit par des liens d'amitié entre le plus jeune "subjugué par la clairvoyance de son aîné" et le plus ancien "impressionné par la détermination de son cadet". En Janvier 1944, BERNARD et sa femme étaient arrêtés. Elle seule devait rentrer de déportation ; lui, blessé par un S.S. d'un coup de feu à la jambe, était transféré sur un brancard de Drancy à Auschwitz d'où il n'allait jamais revenir. RAVANEL avait été reçu au concours de 1939 dans des conditions très méritoires ; supportant mal l'esprit de "bachotage" de sa Taupe, il s'en était isolé pour des raisons de santé, et n'avait dû qu'à lui-même son succès. Replié avec l'Ecole d'Artillerie, il avait été sans combattre, témoin de l'Armistice, puis, en Novembre 1940, avait été convié à Lyon pour y accomplir ses deux années d'études polytechniciennes. Au cours de cette période, il se tint au courant, sans se compromettre, des événements déformés par la propagande de Vichy, et sous couvert d'une action sociale catholique et de noms d'emprunt, fit à petite échelle l'apprentissage de la Résistance en distribuant des journaux et confectionnant des bombes incendiaires. Mis en rapport avec Jean Guy BERNARD, mais ignorant qu'il était son conscrit, il ne saisit pas l'occasion d'épouser sa cause. Il le fit quelques mois plus tard avec Jacques BRUNSCHWIG-BORDIER (promo 1924) représentant de "Libération". Sa sortie de l'Ecole lui permit alors de se consacrer entièrement à ce Mouvement. Il y constitua des équipes capables de manier l'explosif et d'assurer des missions de protection, organisa des Groupes francs, et s'adonna à la fabrication de faux papiers d'identité. Lors de l'invasion de la Zone libre, il tenta de récupérer de l'armement et des munitions du Service du CDM ; il y réussit une fois, mais se heurta ensuite à d'incompréhensibles

oppositions. Il se lança alors, avec l'aide du B.C.R.A., dans des opérations de parachutage d'armes. C'est au retour d'une mission de cette nature qu'en Mars 1943, ayant en mains des cartes compromettantes, il tomba dans une souricière tendue à plusieurs de ses collègues de la Résistance dont le Chef d'Etat Major de l'Armée Secrète, MORIN-FORESTIER (promo 1930). Interrogé par la Gestapo dont il réussit à apaiser les soupçons sans nuire à ses compagnons de cellule, il fut rendu à la police française, et simula une maladie qui permit à un Commando de le libérer dans le courant de Mai. En Juin la Direction des "Mouvements Unis de Résistance" le nomma Chef National des Groupes francs ; il refit alors la connaissance de Jean Guy BERNARD dont il devint l'ami au sein de la "Commission de l'Action immédiate". Il eût la chance de ne pas être touché par la convocation de Caluire, fatale à Jean MOULIN, mais faillit en Octobre 1943 être pris au piège d'une réunion concernant le sabotage des lignes électriques de la Région lyonnaise. Deux de ses conscrits de la promotion 40 y participaient : BIESEL, dit FRANCIS, déjà connu de lui, et VIGNERON, dit VERGNAUD, qu'il voyait pour la première fois. Cette réunion fut interrompue par l'intrusion de la Feld Gendarmerie à laquelle il échappa en assommant un de ses agresseurs puis en déjouant la poursuite des autres. Le 8 juin 1944, lors du débarquement de Normandie, le Général KOENIG le nommait, avec le grade de Colonel, Commandant des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) de la Région de Toulouse. Cette nomination le plaçait dans une double dépendance, de KOENIG pour la conduite des opérations, mais, pour le reste, d'un "Délégué Militaire National" de la Zone sud, nanti de pouvoirs analogues à ceux qu'en 1793, la Convention eût attribués aux Membres du "Comité de Salut Public". Ce Délégué était lui-même un polytechnicien de la promotion 1935, BOURGÈS MAUNOURY. Il conçut son rôle avec modestie et réalisme, aidant son jeune camarade RAVANEL à tirer le

meilleur parti des unités disparates groupées sous ses ordres. Ainsi les noms de BOLLIER et BERNARD, Morts pour la France, de RAVANEL, sorti vivant des combats, et de quelques autres cités ci-dessus, vinrent-ils s'ajouter à ceux de DEWAVRIN et d'ESTIENNE D'ORVES pour témoigner de la participation de Polytechnique à la Résistance. Deux autres cas héroïques méritèrent à ce propos d'être mentionnés : ceux de GATARD (promo 1928) et de RONDENAY (promo 1933). Sorti de l'Ecole dans l'Artillerie Coloniale, GATARD, Capitaine en congé d'Armistice, s'était clandestinement engagé dans "les Travaux Ruraux" où il se livrait au contre espionnage. Le 15 juin 1943 il fut pris dans une vague d'arrestations qui s'abattit sur cet Organisme. Emprisonné, il tenta de s'évader après avoir passé un cordon au cou d'une sentinelle allemande et être grimpé au haut du mur de sa prison. Il se cassa une jambe en sautant et fut immédiatement repris. N'ayant pas tué la sentinelle, à demi étranglée seulement, et n'ayant pas livré de papiers compromettants que sa femme avait détruits, il aurait pu espérer une simple détention ou au pire une déportation. Le 6 août, après un jugement sommaire, il fut fusillé. RONDENAY, dit LEMNISCATE, nommé Délégué Militaire de la Zone Nord, se vit confier par le B.C.R.A., la mission du "Plan Tortue". Arrêté le 15 août, il fut lui aussi fusillé par les Allemands dans la forêt de Montmorency. D'autres polytechniciens plus chanceux, jouèrent un rôle important : André BOULLOCHE (promo 1934), ayant acquis sa réputation dans les Ardennes et l'Aisne, puis étant passé par l'Espagne pour recevoir la même formation que BOURGÈS MAUNOURY, devint D.M.R. de Paris et du Centre. COUTURE, major de la promo 1932, prit en Mars 1943, à la demande de son "cocon" DEWAVRIN, la direction du réseau CURIE où se groupèrent plusieurs anciens Elèves de l'Ecole dont Louis ARMAND et divers Ingénieurs, tandis qu'en Septembre 43, au-delà de sa mission de Délégué Général de la Zone Sud, MAILLET (promo 31),

s'appuyant sur des Commissions de travaux publics, de communications, de production industrielle et de ravitaillement, préparait des mesures économiques susceptibles d'empêcher, lors du débarquement, que des ruptures de stocks ne paralysent le Pays. Encore fallait-il assurer d'une manière permanente et sécurisante, les liaisons entre ces personnalités au cours de leurs déplacements clandestins ; à ce travail technique s'attelèrent quelques polytechniciens spécialistes de radio, notamment Jean FLEURY dont les pseudonymes successifs (PANIER, PERSÉE, GREC) dénonçaient le goût des calembours ; repartant de Londres en Février 43 comme Chef du réseau des transmissions, il en assumait l'organisation générale.

Sans s'étendre à toute la part que prirent les anciens élèves de l'Ecole à la Résistance, le Livre d'or de Polytechnique publié en 1962 s'attachait à souligner le rôle de ceux qui, à des postes administratifs ou privés du régime de Vichy, se livrèrent à une "obstruction sourde et tenace" contre l'ennemi. En même temps que CARMILLE et VERNEAU, ce livre cite les déportés qui payèrent ce travail de leurs vies : BERR et Jacques BOULLOCHE (promo 1907), MENY (1909), CHEVRY (1914), STOSSKOFF (20 Spéciale), ANGOT (1921), MESNIER (1923), ROMON (1925). Il relate qu'avant de subir le même sort, GENTIL (19 Spéciale) avait à Dora organisé le dérèglement des fusées V1, tandis que l'Ingénieur du Corps des Mines MALAVOY (promo 21) envoyait aux Alliés les plans des usines souterraines de V2 d'Ebensee. Ainsi a été précisée l'action de quelques-uns des 251 morts pour la France qui s'ajoutaient aux 127 d'avant l'Armistice. Ce nombre, vérifiable dans l'annuaire, groupait beaucoup plus que dans les précédentes guerres, les cas multiples dans lesquels ces morts avaient été infligés : mobilisation, volontariat, résistance, combat armé, combat de l'ombre, internement, évasion, déportation. Fallait-il se préoccuper de

savoir, entre ces catégories, quelle était la répartition ? Certainement pas dans la mesure où il s'agissait de rendre hommage à ces disparus devant des monuments commémoratifs du conflit mondial en cause. Par contre en d'autres lieux, pour juger de ce que fut le comportement des polytechniciens et en faire l'historique à l'intention des jeunes générations, il paraissait important d'entrer dans ce détail. Ce n'était pas facile. Du 22 juin 1940, date de l'acceptation de l'Armistice, au 25 août 1944, date de la libération de Paris, tout contact était interdit avec ceux qui avaient rejoint la France libre ou ensuite l'Afrique du Nord. Les combattants de Koufra, de Bir Hakeim, de Tunisie, d'Italie, des Forces navales et aériennes françaises libres étaient considérés comme des dissidents ou même des déserteurs. Quant aux membres de la Résistance et des maquis, c'étaient des terroristes livrables à la Milice ou à la Gestapo. Pendant ces quatre années, sous la tutelle du Gouvernement de Vichy, les dirigeants de Polytechnique s'étaient efforcés de "soustraire aux contingences d'une période trouble, l'histoire singulière de l'Ecole", mais, ayant dans cet esprit, ramené celle-ci à Paris lors des derniers mois d'études de la promotion 41, ils n'avaient pu empêcher qu'un peu plus de 300 élèves, les plus âgés des promo 42 et 43, soient requis au titre du STO (Service du Travail Obligatoire). Une infime minorité de ces derniers avait eu le courage de se dérober à cette obligation ; d'autres, groupés par les soins de BICHELONNE, avaient été employés dans les usines allemandes où certains, il est vrai, n'avaient pas craint de se livrer à des sabotages. Ainsi de part et d'autre, des événements divers s'étaient déroulés et des attitudes différentes avaient été adoptées. Il était donc nécessaire, pour établir en toute objectivité les circonstances dans lesquelles étaient tombés nos camarades, d'entreprendre un travail rétrospectif. Ce travail devait malheureusement aboutir cinquante ans plus tard, à l'occasion du bicentenaire de l'Ecole, à la parution d'ouvrages historiques,

entachés d'inexactitudes et d'omissions. Des articles de la Revue de l'AX, des livres et fascicules de caractère moins officiel, ont en partie réparé ces erreurs. Les Lyonnais s'y sont particulièrement employés. Dans la Résistance, aux noms de BOLLIER et de Jean Guy BERNARD ils ont ajouté ceux de PORTAFAIX (promo 1918) et de BAREL (1933), tous deux combattants de 39-40, puis résistants arrêtés par la Gestapo et fusillés. Mais c'est surtout aux promotions lyonnaises de 38 à 41 qu'ils ont consacré des notes du plus haut intérêt. Ces quatre promotions comptèrent 51 morts pour la France en plus des 19 de la première partie de la guerre, soit au total 70 sur les 378 de l'Ecole. Vingt-six d'entre eux (13 avant et 13 après l'armistice) appartenaient à la promo 1938. Sur les treize derniers, trois avaient été tués en Tunisie, quatre dans la Résistance (BOLLIER, BERNARD, SERVRANCKX dans les Corps francs de Tulle, FALCK au Vercors), deux dans les Forces aériennes françaises libres, rejointes en passant par l'Espagne, un au cours de la Campagne de Libération, un fusillé au franchissement de la frontière, un mort en captivité, un tué en Indochine, BESNIER qui, interné à la prison modèle de Barcelone, s'était ensuite engagé dans les chars de la 2ème D.B. où il avait avec la Légion d'honneur gagné trois citations, auxquelles s'ajouta à titre posthume la Croix de guerre des TOE avec palme. Huit avaient été décorés de la Légion d'honneur comme leurs treize camarades tombés en 39-40. BOLLIER était à titre posthume nommé Compagnon de la Libération, BERNARD, officier de la Résistance. Les décorations de leurs camarades survivants complétaient ce palmarès : le plus prestigieux, Marcel LANGER, Aviateur du Groupe Lorraine, était Officier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération, titulaire de citations à l'ordre de l'Armée, de la Military Cross et de la Distinguished Service Medal. Ayant rejoint la France libre, il lui restait à accomplir ses années d'études avec de plus jeunes promotions, moins bien dotées,

politiques de droite et de gauche ; leur amnistie ouvrait les portes de Polytechnique à de nombreux nobles, anciens émigrés, attirés par des carrières militaires. Le grand CARNOT revenait, momentanément nommé Ministre de la guerre. LAPLACE, abandonnant l'Intérieur à Lucien BONAPARTE, était en même temps que MONGE et BERTHOLLET, élevé à la dignité de Sénateur. FOURCROY et CHAPTAL (également Ministres) devenaient Conseillers d'Etat. Ainsi le Premier Consul usait-il de son pouvoir de nomination à tous les postes pour s'entourer des savants attachés depuis cinq ans à garantir à l'Ecole un avenir exceptionnel. Dans le domaine de ses conquêtes à l'échelle européenne ou même mondiale, il invitait les savants étrangers à la visiter et leur ménageait des entrevues avec ses professeurs. Ainsi fit-il venir VOLTA et, plus tard, devenu Empereur, DAVY et FARADAY, en dépit du blocus continental. Il ne se contentait pas de susciter des candidatures au concours d'entrée dans les pays qu'il vassalisait, mais encourageait aussi l'accueil de stagiaires en provenance d'autres nations. Ses rencontres avec le Tsar ALEXANDRE à Tilsit et Erfurt aboutissaient à un plan de coopération, comportant, en contrepartie, l'envoi en Russie de nombreux ingénieurs et savants français dont beaucoup de polytechniciens.

Le cadre politique dans lequel se déroulaient ces opérations n'était malheureusement pas de nature à séduire ces derniers. BONAPARTE avait fait adopter la Constitution de l'An X transformant son Consulat en "Consulat à vie", puis, par la voie d'un Senatus consulte, le 18 mai 1804, sous le titre de NAPOLEON 1er, se faisait proclamer Empereur, après avoir dans l'intervalle, fait fusiller le Duc d'ENGHIEN. Ainsi s'instaurait un régime despotique caractérisé par la création d'une cour et d'une noblesse d'empire dont les dignitaires (y compris l'encombrante famille BONAPARTE) ne paraissaient plus en public qu'en

auxquelles il fit l'honneur de porter le drapeau dans les prises d'Armes. Dans l'ordre de la Libération les promotions 39 et 40 avaient chacune l'un des leurs : RAVANEL, malgré ses démêlés avec le Général de GAULLE, et SAUNAL, combattant de Bir Hakeim. Il fallait en revanche déplorer les cas des prisonniers et des déportés. En 1940, lorsque les élèves de la promo 38 avaient entamé leur seconde année, soixante-dix, retenus dans les Oflags, manquaient à l'appel ; il fallut attendre 1945 pour qu'ils puissent achever leurs études. Plus graves étaient les déportations ; elles frappèrent les quatre promotions en conduisant à la mort dix des leurs. Il ne semblait pas permis non plus de passer sous silence les traversées de l'Espagne, généralement assorties d'internements. Dans la promotion 1941, elles concernaient des élèves qui, selon la plus pure tradition polytechnicienne, avaient agi comme l'avaient fait en 1830 et 1848, VANEAU et FREYCINET. Sans être des "mili fanas", ils avaient été, eux aussi, guidés par le sens de l'honneur et par leurs convictions républicaines. Ayant pourtant quitté l'Ecole pour une durée indéterminée et dans des conditions aléatoires, ils ne pouvaient plus prétendre y être classés sans accomplir les travaux et subir les examens auxquels ils se dérobaient. L'un d'eux, AUDIBERT, capable de sortir major de la promo, en était certainement conscient, mais comme jadis BELGRAND au côté de VANEAU, il avait tenu à se trouver auprès de ses camarades. Leur Ecole, ayant opté pour un statut civil, ne pouvait les exclure en les accusant de désertion. A quel titre le fit-elle sans craindre d'attirer l'attention des Allemands ? Ce fut l'oeuvre du Gouvernement de VICHY en la personne du Ministre de tutelle et de certains cadres complices de l'opération. Celle-ci fut admise sans réaction par l'ensemble des élèves qui, menacés, ne purent en être rendus responsables. Quelques-uns, d'ailleurs manifestèrent leur sympathie aux huit que Michel DEMARCQ appela avec humour "les croisés". Plusieurs (COUSTET, FUNEL, LESAVRE,

SAINT VINCENT,...) suivirent leur exemple après avoir obtenu leur diplôme de sortie. Deux dont les noms ont été déjà cités, COURDIL et PORTE, arrêtés lors du franchissement des Pyrénées, moururent en déportation. Quant aux "croisés", deux d'entre eux, MANTOUX et ROUGÉ, réalisèrent pleinement leur projet en rejoignant le Régiment d'Artillerie de la première Division française libre qui s'était illustré à Bir Hakeim. Ce Régiment devait perdre en Italie deux camarades de la promotion 34, BRIARD et SOULEAU, mais, renforcé par trois autres de la même promo (DARRASSE, FLEURY, MESSAGER), un de la 37, HORGUES DEBAT et un de la 38, COMPAIN, passé par Londres, il comprenait une dizaine de polytechniciens. ROUGÉ fut affecté à la quatrième batterie, sous les ordres de MORLON, MANTOUX à la cinquième dont MARSULT, promu Chef d'Escadron, avait quitté le commandant. A ces postes ils firent la Campagne d'Italie, le débarquement de Provence et la Campagne de Libération jusqu'en Alsace. Faits prisonniers en janvier 1945, ils s'évadèrent une seconde fois, et ROUGÉ alla poursuivre la guerre en Indochine. Trois autres des huit avaient opté pour la 9ème Division coloniale : BRAUER dans un Groupe d'Artillerie, DAUBOS dans une Compagnie de canons d'Infanterie, GOURIO dans un escadron de reconnaissance du RICM. Après avoir participé à la libération de Toulon, GOURIO fut l'un des premiers à reprendre contact avec les Allemands dans la boucle du Doubs. Il fut tué en septembre 1944 à la tête de son peloton. DAUBOS, depuis Toulon où il appuyait un bataillon du 6ème R.T.S., poursuivit plus loin la même route mais, au cours d'une attaque lancée le 20 janvier 45 au nord de Mulhouse, sauta sur une mine antipersonnel et resta étendu sous le feu des mitrailleuses ennemies. Son ramassage ayant coûté des blessures à deux autres lieutenants de sa compagnie, il s'en tira par une amputation d'une jambe. AUDIBERT et PERINEAU, incorporés dans la Marine, combattirent, le premier à l'appui du

débarquement de Normandie puis à la chasse des sous-marins, le second sur un Porte-avions où, aviateur fanatique, il avait fini par être engagé après sa formation. Restait Abel THOMAS qui dans une batterie de 105 autochenillés, allait être le seul à passer par Paris avec la 2ème D.B.

La libération de la capitale fut réalisée en août 1945 au risque de la livrer à un complet anéantissement. Elle en fut menacée par HITLER, mais sous les ordres de celui-ci, de nombreux Généraux, ébranlés par les défaites, ne lui obéissaient plus et, troublés par le désir de traiter avec les Alliés, faisaient preuve d'inattendues complaisances. A ces revirements providentiels répondait l'erreur d'un soulèvement prématuré déclenché par les Francs tireurs et Partisans Français (Colonel ROL), et entériné le 20 août par les organismes représentatifs de la Résistance, son Conseil National présidé par Georges BIDAULT, sa Délégation militaire dévolue à CHABAN DELMAS et la Délégation générale du Comité d'Alger représentée par l'un de ses Ministres, PARODI. Introduits par les Corps francs policiers et par le Préfet LUIZET, ces organismes s'étaient installés à la Préfecture de Police, tandis qu'avaient été occupés par les partisans, les mairies, les bureaux de postes, les imprimeries et certains sièges de Ministères abandonnés. Les conquêtes de ces positions, aussitôt livrées aux attaques de l'occupant, devançaient beaucoup trop les possibilités d'intervention des Forces américaines dont faisait partie la deuxième D.B. et avec lesquelles EISENHOWER avait l'intention de contourner Paris sans y entrer immédiatement. Interrompu par une trêve qu'à la demande de KOENIG préconisait CHABAN DELMAS et que, par l'intermédiaire du Consul général de Suède, le Général von CHOLTITZ acceptait dans des conditions honorables, le combat reprenait par l'élévation de barricades destinées à empêcher les chars allemands de circuler, mais l'insuffisance de l'armement des insurgés, la menace de

renforts terrestres et de bombardements aériens allemands sur une ville que ne défendait aucune D.C.A., laissaient craindre une issue fatale, tout en réveillant le souvenir de ce qui s'était jadis passé au temps de la Commune. Cette inquiétude avait poussé le Général de GAULLE, rentrant depuis un mois des Etats Unis où il s'était réconcilié avec ROOSEWELT et avait été acclamé par la foule, à quitter Alger et à revenir en France pour y éviter le pire et y affirmer sa présence. Dédaignant un avion américain, il s'était confié à un pilote de la France Libre qui avait utilisé sa dernière goutte de carburant pour le poser en catastrophe sur un terrain français non loin de Cherbourg. Il était allé immédiatement rendre visite à EISENHOWER dans son poste de commandement, mais n'avait pu le convaincre de marcher sur Paris ; il lui avait remis toutefois par écrit un pressant appel qui deux jours plus tard porta ses fruits. Dans l'intervalle LECLERC avait devancé les ordres en faisant effectuer à sa Division un ravitaillement en essence et en munitions lui permettant d'atteindre d'un seul bond la capitale et d'y engager le combat : il avait aussi envoyé en reconnaissance à la tête d'un détachement son adjoint, le colonel de GUILLEBON (promo 1930). De GAULLE pendant ce temps s'avancait en zone libérée, traversant des villes où il était accueilli avec enthousiasme. A Rambouillet il recevait LECLERC qui lui exposait son plan d'attaque tandis que le Général BRADLEY envoyait pour lui prêter main forte, une Division d'élite américaine. Fractionnée en trois groupements tactiques, la 2ème D.B. abordait la région parisienne par le sud, se heurtant à Toussus le Noble, à la Croix de Berny et à la prison de Fresnes, à une artillerie allemande qui lui infligeait de lourdes pertes mais qu'elle forçait à lui livrer passage. Le 24 août au soir les trois premiers chars français arrivaient place de l'Hôtel de Ville où ils étaient reçus par BIDAULT, et dès le lendemain les troupes alliées étaient au coeur de Paris. Il restait à en chasser l'ennemi de ses points d'appui. Avant que ce soit entièrement réa-

lisé, CHOLTITZ venait à la Préfecture de police signer l'acte de capitulation que LECLERC portait à la gare Montparnasse à la connaissance de de GAULLE. Ce dernier se rendait alors au Ministère de la guerre rue Saint Dominique où il s'installait dans le bureau qu'il avait déjà occupé quatre ans plus tôt comme Secrétaire d'Etat de Paul REYNAUD, puis, sur les instances de PARODI et de LUIZET, il acceptait d'aller à l'Hôtel de ville où le Conseil National de la Résistance l'attendait. Répondant à une allocution de Georges BIDAULT qui l'engageait à proclamer la République, il s'y refusait en affirmant que dans la France Libre, cette République n'avait jamais cessé d'exister. Le lendemain il conviait la population à une cérémonie au cours de laquelle il ravivait la flamme du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, passait en revue un détachement de la 2ème D.B. et descendait à pied l'avenue des Champs Elysées suivi d'un million de Parisiens qui s'exposaient ainsi à une fusillade éclatant finalement place de la Concorde. A cet endroit il remontait en automobile pour se faire conduire à Notre Dame où son calme sous de nouveaux tirs faisait l'admiration de tous. Ainsi rien ne manquait à sa popularité qui effaçait complètement celle qu'avait pu connaître pendant l'occupation le Maréchal PETAIN. Celui-ci depuis le débarquement de Normandie, peu conscient de l'énorme poids de ses responsabilités, se déclarait prêt à transmettre ses pouvoirs dans l'honneur et la dignité, tandis que ses Ministres commençaient à louvoyer dans l'espoir de jouer un rôle d'arbitres entre les alliés et les Allemands dont ils étaient les collaborateurs. C'était le cas de LAVAL qui, remonté à Paris la veille du soulèvement, y avait rencontré ABETZ, et de BICHELONNE qui avait comploté avec l'Amiral PLATON, DEAT et de BRINON, un remaniement du Gouvernement. HITLER avait immédiatement mis fin à ces manigances en les faisant tous transférer en compagnie du Maréchal à Sigmaringen où BICHELONNE, blessé accidentellement pendant le transfert, rédigeait un article économique qu'il

remettait en vue de le publier dans le journal "La France", au rédacteur de ce quotidien, au moment de partir pour une clinique en Prusse où il avait décidé de se faire opérer. Mort pendant ou à la suite de cette opération, il ne devait pas en revenir.

Polytechnique perdait ainsi son tuteur, ce qui n'empêchait pas son gouverneur, l'ingénieur des Ponts CLAUDON de s'employer à enchaîner le présent au passé en invoquant l'attitude remarquable des quelques élèves qui se trouvaient à l'Ecole au moment de la libération et des anciens passés à la Résistance ou à la France libre. Ces derniers jusque-là n'avaient pu le faire qu'à l'insu de leurs cadres et de leurs camarades ; les évadés de France de la promo 41 qui n'avaient pas respecté cette règle de discrétion avaient été impitoyablement exclus. Mais depuis le débarquement de Normandie un changement d'attitude était intervenu et CLAUDON s'empressait d'en faire état le 29 août en écrivant au Général KOENIG : "De nombreux polytechniciens ont rejoint le maquis ou se sont engagés dans les F.F.I. Ceux-là ou d'autres seraient désireux d'entrer dans les Forces organisées dont ils pourraient rapidement assurer l'encadrement... J'ai l'honneur de vous demander votre aide pour la réalisation de leur désir." Cette lettre faisait suite à un Ordre du jour plus explicite concernant la participation de l'Ecole aux six journées de soulèvement de la Capitale, selon lequel : "Le 19 août, les examens étant terminés, il ne restait plus qu'un petit nombre d'élèves... Les couleurs placées au pavillon BONCOURT et à l'entrée de la cour ne furent pas retirées malgré une manoeuvre d'intimidation de deux chars allemands qui visèrent sans tirer l'un des deux drapeaux et qui tirèrent sur le blockhaus situé près de l'entrée... Des élèves, mêlés à quelques-uns de leurs anciens, entrèrent dans les rangs des F.F.I. et furent félicités pour leur courage conforme à leur tradition... Certains furent employés sous la direction de leurs professeurs, à fabriquer des engins antichars, d'autres

furent affectés au P.C. des F.F.I... Un groupe fut chargé d'une mission dangereuse consistant à attaquer à l'aide d'engins les chars ennemis... Ces chars ne se présentèrent pas, mais des opérations de police contre des tireurs isolés, durent être poursuivies." Ainsi étaient exposées des actions méritoires, de portée limitée, qu'il fallait situer dans le cadre où elles se déroulaient en rappelant notamment que depuis quatre ans Polytechnique n'était plus une Ecole militaire ; les interventions de ses élèves étaient donc comparables à celles des étudiants et des élèves d'autres établissements publics ou privés qui se manifestèrent aussi courageusement. Pour s'en distinguer, se conformer à la tradition, et réclamer la remilitarisation, il eût fallu que les polytechniciens eussent l'idée de revêtir leur uniforme qui ne leur avait pas été ôté, et se soient joints dans cette tenue à la population parisienne. Il eût été également souhaitable de les voir se rendre au point crucial de l'insurrection, c'est-à-dire à la Préfecture de Police, peu éloignée de la rue DESCARTES. JOLIOT-CURIE s'y trouvait ; il y avait apporté huit bouteilles d'acide sulfurique et plusieurs kilos de chlorate de potassium pour approvisionner les combattants ; le même apport en provenance de Polytechnique y eût été apprécié. L'Ecole aurait pu enfin se faire représenter à l'Hôtel de Ville dont pendant quelques jours le commandement militaire était exercé par LEPERCQ. Le Général de GAULLE qui se préparait à prendre ce dernier comme Ministre des Finances, y eût peut-être été sensible. On était cependant obligé de constater qu'une telle sensibilité se manifestait très peu. Plébiscité par la foule, le nouveau Chef de Gouvernement ne perdait pas son temps à féliciter ceux qui l'avaient accueilli au péril de leurs vies. La guerre n'était pas terminée. Le bombardement aérien du Nord-Est de Paris avait ajouté 250 morts au millier de tués qu'avait coûté le soulèvement de la Capitale. Il ne s'agissait pas maintenant de laisser les Américains et les Britanniques libérer le reste du Pays avec le seul appoint des

Divisions françaises qui avaient participé aux débarquements de Normandie et de Provence. Ces Divisions avaient d'ailleurs éprouvé des pertes au combat et une part importante de leurs effectifs, d'origine africaine, devait être l'objet d'une relève, dite "blanchiment", nécessaire à l'approche d'un hiver très rude. Il fallait les reconstituer en procédant à des recrutements et les renforcer en créant des unités nouvelles. Pour réaliser ces opérations il était normal de recourir aux F.F.I. qui, dans le cadre de leurs Corps francs, avaient acquis l'expérience des coups de mains et des manèges d'explosifs. Sans doute ces Forces avaient-elles encore à réduire des poches d'occupation et à intercepter l'ennemi dans ses derniers mouvements de retraite, mais il était souhaitable de les envoyer le plus tôt possible sur le front où allait être entrepris un "amalgame" avec les troupes régulières. C'était aussi un moyen de dépolitiser la Résistance dans laquelle des règlements de compte avec des personnes soupçonnées de collaboration avaient tendance à se traduire par des exécutions sommaires. L'amalgame contribuait à mettre fin à ces agissements ; il rapprochait entre eux des officiers et des sous-officiers qui avaient combattu les uns sur de lointains champs de bataille, les autres chez eux dans la clandestinité. A ces deux catégories s'en ajoutait une troisième concernant les combattants de 39-40 que l'acceptation du régime de Vichy avait conduits à se laisser démobiliser sans réagir. Bien qu'on puisse leur reprocher leur passivité, due souvent à des raisons familiales, beaucoup d'entre eux n'avaient pas démerité et s'empressaient d'en donner la preuve en accourant aux Armées. Dans sa lettre au Général KOENIG, en termes appropriés aux circonstances, c'était aussi ce que demandait CLAUDON pour les polytechniciens des promotions 42 et 43. Mais il était difficile d'oublier qu'un an plus tôt, lui-même et ses chefs de groupe avaient sermonné les élèves les plus âgés de la 43 si bien qu'un petit nombre seulement s'était soustrait au S.T.O. 310, dont ceux de la 42 après passage aux

chantiers de jeunesse, s'étaient pliés à cette contrainte : 175 en France, et 135 en quatre groupes dans les usines de construction aéronautique allemandes d'où ils n'étaient pas encore rentrés ; 28 de ces derniers, dont BUISSON (promo 42) firent passer à la D.G.E.R., héritière des attributions du B.C.R.A., des renseignements sur ces fabrications de guerre. Leurs rares camarades qui s'étaient dérobés, avaient rejoint soit les maquis, soit les Forces françaises d'outre-mer. Jean ROUSSEAU (42) et Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER (43) étaient partis aux Etats-Unis où ils apprenaient à piloter au combat les avions de chasse bombardiers les plus modernes. Déjà, en août 44, cinq élèves des deux promotions en cause étaient morts pour la France : HELFT en déportation, LE MASNE DE CLERMONT en Italie, LANGLOIS BERTHELOT, SAUVEGRAIN et LECOUR aux maquis. Sur les 205 qui avaient achevé leur première année d'études à Polytechnique, une cinquantaine après la libération de Paris, s'enrôlèrent, les uns dans la deuxième D.B., les autres dans la première Armée. 152 attendaient de savoir quelles décisions seraient prises à leur sujet. On aurait pu leur opposer le statut civil de l'Ecole et les traiter comme de simples étudiants sans formation militaire, mais ce statut émanant du régime de Vichy, la remilitarisation fut immédiatement admise et leurs cas furent examinés en même temps que ceux des Saint Cyriens, par une Commission d'Enquête chargée d'établir dans quelles mesures les deux Ecoles "auraient éventuellement participé à des actions en faveur des Forces ou Services d'occupation, ou bien se seraient rendues complices d'actions présentant le caractère de crimes de guerre". Cet acte de méfiance répondait à la volonté du Général de GAULLE qui n'avait pas voulu y soustraire Saint Cyr dont il était ancien élève et où il avait été professeur. C'était la contrepartie d'enquêtes faites précédemment dans l'autre sens, à l'époque où des délations suffisaient à conduire les patriotes devant les pelotons d'exécution. Loin d'avoir pareilles